La Gazette des Comores

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

Paraît tous les jours sauf les week-end

27ème année - N°5248 - Vendredi 20 Novembre 2026 - Prix : 200 Fc

CARBURANT :

Une hausse de 75 francs



BUDGET DE L'ETAT :

Les jeunes interpellent les autorités sur l'eau et le climat

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

10 Djamadul - Ahir 1448
Prières aux heures officielles
Du 16 au 120 Novembre 2026

Lever du soleil:
05h 31mn
Coucher du soleil:
18h 12mn

Fadjr :	04h 20mn
Dhouhr :	11h 55mn
Ansr :	15h 27mn
Maghrib:	18h 15mn
Incha:	19h 29mn



ECONOMIE :

L'ANPI honorée à Genève

Les Comores, à travers l'Agence nationale pour la promotion des investissements (ANPI), ont reçu à Genève la Special Recognition « Outstanding LDC IPA » des IsDB Group-WAIPA Investment Excellence Awards 2026. Décernée par l'Association mondiale des agences de promotion des investissements (WAIPA) et le Groupe de la Banque islamique de développement (BIsD), cette distinction a été remise lors de la 30e World Investment Conference, tenue à Genève du 10 au 12 novembre 2026. Le dossier comorien s'appuyait sur quatre projets structurants qui illustrent la diversification de l'économie nationale.

Organisée par WAIPA, la World Investment Conference tenait cette année sa 30e édition. Les IsDB Group-WAIPA Investment Excellence Awards, portés avec le Forum d'affaires du Groupe BIsD (THIQAH), y distinguent les agences nationales de promotion des investissements des pays membres de la BIsD, après l'examen d'un jury indépendant réunissant WAIPA, le Groupe BIsD et des experts. Avec les quatre projets structurants, de l'hôtellerie internationale à l'énergie solaire. Les Comores, à travers l'Agence nationale pour la promotion des investissements (ANPI), ont reçu à Genève la Special Recognition «Outstanding LDC IPA » des IsDB Group-WAIPA Investment Excellence Awards 2026. C'est Nadjati Soidiki, directrice générale de l'ANPI, qui a reçu le prix au nom des Comores, aux côtés d'Ahmed Ali Bazi, ambassadeur, Représentant permanent de l'Union des Comores auprès de l'Office des Nations Unies à Genève. « Cette distinction revient d'abord aux investisseurs qui ont fait le choix des Comores et aux équipes qui les accompagnent au quotidien. Elle montre que notre pays sait porter des projets de standard international, créateurs d'emplois et de valeur ajoutée locale », a déclaré sur un communiqué Nadjati Soidiki.

Soulignant que le dossier soumis au jury reposait sur quatre projets qui couvrent l'hôtellerie internationale, la transformation agro-industrielle, la ville intelligente et la finance, et l'énergie solaire. « Ensemble, ils représentent plus de 550 millions de dollars d'investissement, auxquels s'ajoutent 77,9 millions d'euros pour le complexe hôtelier de la Corniche. Le complexe hôtelier SGIAC de la Corniche, à Moroni. Porté par SGIAC Holding S.A., ce projet de 77,9 millions d'euros prévoit un hôtel de 132 chambres sous enseigne internationale, avec centre de conférences et espace commercial, sur un site de 10 hectares de la Corniche de Moroni. Ce sera le premier hôtel des Comores de standard international pleinement intégré à une marque mondiale. La mobilisation des financements est en cours ; la construction est prévue de 2026 à 2028 et l'ouverture à la mi-2029 », précise la directrice générale. Selon le communiqué, plus de 380 emplois permanents sont attendus, dont plus de 120 déjà mobilisés. L'ANPI a accompagné l'agrément du projet au régime D du Code des



investissements, qui ouvre droit à 15 ans d'exonérations fiscales et douanières. Elle assure la coordination avec les institutions de l'État, les collectivités et les partenaires financiers, dont Afreximbank.

VANIACOM : la vanille et l'ylang-ylang transformés aux Comores. Déjà active dans l'exportation de vanille premium, la société VANIACOM, sous la marque Le Comptoir des Épices, investit 2,85 millions de dollars dans une unité agro-industrielle : chambre froide positive de 285 m², laboratoire de contrôle qualité, extraction hydroalcoolique de la vanille, micronisation, distillation d'ylang-ylang et conditionnement automatisé aux normes HACCP. La directrice générale a fait savoir que le projet marque une étape dans le passage de l'exportation de produits bruts à celle de produits finis à forte valeur ajoutée. Il associe 200 petits producteurs certifiés du réseau PROVABE, prévoit 85 nouveaux emplois locaux (35 permanents et 50 saisonniers) et s'appuie sur 65 salariés, dont plus de 80 % de femmes. L'ANPI a accompagné son agrément au régime C du Code des investissements : taux réduit d'impôt sur les sociétés de 15 % pendant dix ans et exonérations sur les équipements éligibles.

Moroni Financial Smart City et Centre financier international. « Approuvé et porté par le Gouvernement de l'Union des Comores, ce projet phare de 510 millions de dollars est prévu sur environ 150 hectares, à proximité de l'aéroport international de Moroni. Il associe une zone économique spéciale et un quartier urbain durable et numérique : cinq tours intelligentes offrant environ 15 000 m² de bureaux, un hôtel d'affaires cinq étoiles, un centre international de conférences, des logements, des équipements de santé et des commerces, avec climatisation à l'eau de mer et collecte pneumatique des déchets », a-t-elle ajouté.

Concluant que son centre financier international doit accueillir la finance islamique, la banque transfrontalière, la fintech et les services d'investissement, à la croisée du monde arabe, de l'Asie et de l'Afrique orientale et australe. L'ANPI a contribué à structurer et à positionner le projet, présenté aux partenaires internationaux, notamment lors de la Conférence des partenaires au développement des Comores (CPAD) à Paris, et à concevoir un partenariat public-privé de type B, avec une participation indicative de 8 % pour l'État et de 92 % pour le secteur privé. Il est à savoir, WAIPA, l'Association mondiale des agences de promotion des investissements, a été fondée en 1995 au Palais des Nations à Genève, sous l'égide de la CNUCED. Elle est considérée comme la seule organisation faîtière mondiale des agences de promotion des investissements.

Nassuf Ben Amad

FESTIVAL D'ART CONTEMPORAIN :

Mohéli entre dans la danse

Pour la première fois depuis sa création en 2010, le Festival d'art contemporain des Comores (FACC) fait escale à Mohéli. Le lancement officiel de sa 7e édition s'est tenu ce mercredi 18 novembre 2026 à la salle multifonctionnelle de Fomboni, en présence de responsables institutionnels, d'artistes et d'acteurs culturels.

Organisée par le comité du Festival en partenariat avec l'Union des Associations de Mohéli, cette première participation marque une ouverture attendue d'un événement longtemps concentré à Ngazidja. Cinéma, arts plastiques et musique traditionnelle composent cette édition qui ambitionne de rapprocher l'art des populations et de donner davantage de visibilité aux talents locaux.



Seize ans après sa création à Ngazidja, le FACC entend désormais élargir son rayonnement aux autres îles. Pour Fatima Ousseni, présidente du Festival, cette évolution vise à valoriser la diversité culturelle comorienne et à offrir aux artistes de nouvelles possibilités d'expression. « Cette initiative est née à Ngazidja en 2010. Nous avons créé cette idée en invitant des artistes locaux, des artistes venus d'ailleurs ainsi que des scientifiques. Tout cela vise à valoriser nos artistes, nos cultures, nos savoir-faire et les talents de nos enfants », explique-t-elle. Elle rappelle que l'art constitue une composante essentielle de toute société : « Aucun pays au monde ne vit sans l'art. » À Mohéli, la programmation associe plusieurs disciplines. Le cinéma occupe une place importante avec des projections destinées notamment aux jeunes, tandis que les arts plastiques sont représentés par Papaké et d'autres créateurs.

Invitée de cette édition, la réalisatrice et commissaire d'exposition Lydie Diakhaté défend notamment l'accès des jeunes au cinéma sur grand écran. « C'est très important que les jeunes aient accès au cinéma, pas seulement sur leurs téléphones ou leurs tablettes, mais sur un grand écran, pour être ensemble et partager un moment autour d'une histoire », souligne-t-elle. Elle espère également que cette initiative encouragera la création d'espaces de projection permanents à Mohéli. La cérémonie s'est déroulée avec la participation des autorités insulaires. La gouverneure Chamina Ben Mohamed, représentée par Chamou, secrétaire général par intérim du Gouvernorat, a salué cette première escale et remercié les organisateurs ainsi que l'Union des Associations de Mohéli. Une prestation de musique traditionnelle a également marqué l'ouverture officielle.

Dans son message, la gouverneure a rappelé que la culture constitue « notre identité, notre mémoire collective et l'un des fondements de notre développement », appelant à soutenir les artistes et les initiatives culturelles des jeunes. Au-delà de cette première participation, le défi sera de pérenniser cette dynamique. L'accès régulier au cinéma, la promotion des artistes locaux et l'accompagnement des associations détermineront si cette escale laissera un véritable héritage culturel à Mohéli.

Riwad

Suite de la page 1

CARBURANT :

Une hausse de 75 francs

Si la nouvelle hausse du carburant a été décidée hier mercredi, à l'issue d'une ultime journée de négociation avec les organisations professionnelles, elle n'entrera en vigueur qu'à l'arrivée de la nouvelle cargaison de produits pétrolier attendue ce lundi 23 novembre. Toutes les parties prenantes ont convenu de limiter l'augmentation à 75 fc à la pompe au lieu de 100 fc envisagés initialement par le gouvernement, pour éviter une asphyxie généralisée de l'économie du pays. C'est en tout cas ce qui ressort du dernier point de presse conjoint, tenu hier par les autorités en présence du syndicat des transports en commun Wusukani wa masiwa. Une entente arrachée au forceps dans l'espoir d'éviter au pays une nouvelle grève générale, qui risquerait de ralentir l'activité économique.

"*Nous nous sommes convenus, pour que le gouvernement puisse supporter la charge de la hausse, et supporter le gap (manque à gagner, ndlr) au sein de la société comorienne des hydrocarbures d'une hausse des prix à la pompe* », a tenté d'expliquer Youssoufa Mohamed Ali alias Belou, Directeur de cabinet de la présidence chargé de la défense. Et ce dernier de continuer : « Au départ nous avions proposé à nos partenaires une augmentation de 100 FC sur le litre, mais après des négociations ardues, nous nous sommes convenus de descendre à 75 francs sur le litre (Essence, gasoil et pétrole lampant). Et ensemble nous nous sommes mis d'accord que cette augmentation ne prendra pas effet avant la nouvelle cargaison attendue. »

Reste désormais à savoir comment cette nouvelle hausse, même modérée, sera accueillie par les consommateurs, déjà confrontés à la cherté de la vie. Si le gouvernement entend amortir une partie du choc en prenant à sa charge une partie du différentiel, la hausse de 75 francs par litre n'en demeure pas moins une charge supplémentaire pour les ménages et les opérateurs économiques. Une décision présentée comme le fruit d'un compromis avec les partenaires sociaux, mais qui traduit aussi les difficultés financières auxquelles fait face la Société comorienne des hydrocarbures. En attendant la prochaine cargaison (attendue le 23 novembre), qui marquera l'entrée en vigueur de cette augmentation, une question reste entière : jusqu'où l'État pourrait-il continuer à absorber le poids de ces ajustements sans compromettre ses propres équilibres financiers ?

Sur la hausse des frais de transports, l'idée du gouvernement est de procéder à une hausse de 100 francs sur le transport vers les régions et de 50 francs pour les taxis urbains. Une idée qui ne semble pas faire l'unanimité. « Nous préférons avoir le produit, quitte à ce qu'il y ait une petite augmentation », s'est consolé le président de Wusukani wa masiwa. Et de continuer sur la hausse des frais du transport : « S'agissant des frais du transport, nous avons accepté une augmentation de 100 francs sur toutes les régions et 50 francs dans la capitale, ce qui fait qu'à Moroni à partir de la prochaine cargaison le frais sera de 300 à 350 francs. »

Une augmentation qui, à défaut de faire l'unanimité, semble avoir été retenue comme un compromis pour éviter une rupture d'approvisionnement en carburant. Pour les transporteurs, l'enjeu est désormais de préserver la continuité de leurs activités sans faire peser davantage de contraintes sur les usagers. Mais pour ces derniers, cette nouvelle hausse, même limitée à 50 francs dans la capitale et 100 francs sur les liaisons interurbaines, viendra s'ajouter à un coût de la vie déjà difficile à supporter. Car derrière les négociations entre le gouvernement et les transporteurs, ce sont finalement les consommateurs qui devront en subir les conséquences, sachant que toute hausse du carburant se répercutera automatiquement sur toutes les autres dépenses courantes des ménages, en l'absence de véritables mesures d'accompagnement destinées à amortir le choc inflationniste, et apaiser les tensions sociales. Un comité de suivi a été créé dans la foulée, pour garantir le respect de cet accord, sans exclure l'hypothèse d'un réajustement du prix à la baisse, si la conjoncture géopolitique actuelle s'améliore, conclut le collaborateur du Che de l'Etat.

Imtiyaz

BUDGET DE L'ETAT :

Les jeunes interpellent les autorités sur l'eau et le climat

Le mercredi 18 novembre, des adolescents et des jeunes ont interpellé les autorités sur les difficultés d'accès à l'eau et à l'assainissement, ainsi que sur les défis climatiques. À travers ce dialogue soutenu par l'UNICEF, ils réclament une meilleure prise en compte de ces enjeux dans les politiques et les budgets publics.

Comment les choix budgétaires influencent-ils le quotidien des jeunes ? Et comment leur permettre de peser davantage sur les décisions qui engagent leur avenir ? C'est autour de ces questions que s'est tenu, à Moroni, un dialogue entre des adolescents, des jeunes et les autorités insulaires, avec le soutien de l'UNICEF. Cette rencontre vient clôturer un processus d'accompagnement mené au cours des dernières semaines à travers l'archipel, notamment dans les autres îles. Organisé par l'UNICEF en collaboration avec le gouvernorat de Ngazidja, l'association des maires, les délégués de l'exécutif et les directeurs régionaux, ce programme a permis aux participants de renforcer leurs connaissances sur les finances publiques, le Budget citoyen, les enjeux climatiques et les techniques de plaidoyer. L'objectif est de leur donner les moyens de comprendre les choix financiers des pouvoirs publics, mais aussi de faire entendre leurs préoccupations et de prendre part aux décisions qui les concernent.

Face au gouverneur de Ngazidja, aux maires et aux responsables des services techniques, le porte-parole des adolescents et des jeunes de Ngazidja, Touli Schaillah, a porté un plaidoyer centré sur les difficultés vécues au quotidien. « Dans nos écoles, l'eau potable, le savon et des toilettes fonctionnelles font défaut », a-t-elle dénoncé. Avant d'interroger les autorités : « Comment préserver notre santé, étudier dans la dignité, sans avoir accès à l'eau ? » Elle a également alerté sur les conditions sanitaires dans les hôpitaux, où le manque d'eau compromet la protection des mères et des nouveau-nés. L'accumulation des déchets dans les quartiers et sur les plages constitue, elle aussi, une menace pour la santé des enfants. « L'eau n'est pas un luxe, c'est un droit. De l'eau dans nos écoles et hôpitaux », a-t-elle martelé. Au-delà des difficultés immédiates, les jeunes ont mis en évidence les conséquences du changement climatique sur les ressources en eau. Pour l'UNICEF, cette démarche dépasse le simple exercice de prise de parole. « Donner la parole aux jeunes, ce n'est pas seulement leur offrir un espace d'expression. C'est reconnaître leur droit à être entendus et leur capacité à contribuer aux solutions », a souligné l'organisation.

Les échanges ont également permis de faire émerger des propositions concrètes. Parmi elles, l'instauration de journées mensuelles de propreté dans les villes, les villages et les établissements scolaires. Ali Mohamed, responsable à l'UNICEF, a, pour sa part, insisté sur la nécessité de sensibiliser les communautés qui construisent elles-mêmes leurs écoles. Il a notamment appelé à intégrer systématiquement des citernes dans les projets de construction afin de garantir l'approvisionnement en eau des élèves. Les autorités ont salué la pertinence des propositions, tout en rappelant les contraintes budgétaires auxquelles elles sont confrontées. Le gouverneur de Ngazidja a néanmoins insisté sur la nécessité de faire de l'accès à l'eau et de l'adaptation au changement climatique des priorités de l'action publique. « La préservation de notre environnement n'est pas le seul combat des autorités, c'est le combat d'une génération. Ensemble, main dans la main, autorités, partenaires au développement et jeunesse engagée, nous réussirons à faire de Ngazidja un modèle de résilience climatique et de gestion durable de l'eau », a-t-il affirmé.

Le gouverneur s'est également engagé à assurer le suivi des recommandations formulées lors de cette rencontre. « Les conclusions ne finiront pas dans un tiroir. Nous les transmettrons avec la plus grande rigueur aux autorités compétentes afin d'accroître les ressources allouées à la protection de nos bassins versants, à la réhabilitation des réseaux de distribution d'eau et au reboisement de nos montagnes », a-t-il promis. Un mécanisme de suivi doit permettre d'évaluer, dans les prochains mois, la mise en œuvre de ces engagements. Reste désormais à traduire les propositions des jeunes en actions concrètes et à leur donner une place réelle dans les décisions budgétaires.

El-Aniou Fatima



La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
Elhad Said Omar
Rédactrice en chef
Andjouza Abouheir
Secrétaire de rédaction
Toufé Maecha
Rédaction
Mohamed Youssouf
Sanaa Chouzour
A. Mmagaza
M.I.M Abdou
Nassuf Ben Amad
Kamal Gamal Abdou
Nabil Jaffar
Riwad
A Bardraoui
Mohamed Ali Nasra
Hamdi Abdillahi Rahilie
El-Aniou Fatima
Aticki Ahmed Ismael
Mise en page
Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
Mariama Mhoma
Documentation archiviste
Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
Mohamed Said Hassane
Impression
Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
Tel: 773 91 21/ 322 76 45

PÉTANQUE :

Battre le précédent classement

Avant de s'envoler pour Bangkok, où elle doit prendre part au 52e championnat du monde des triplettes seniors, et à la 17e édition en ce qui concerne le tir de précision, l'équipe des Comores composée de trois joueurs titulaires et d'un remplaçant a convié la presse pour le point sur les dernières nouvelles concernant l'organisation du voyage. Et sur l'ensemble des personnes qui devaient composer la délégation, trois n'ont pu obtenir le visa à temps.



Lors des derniers championnats du monde auxquels les Comores ont pris en 2023 au Benin, la triplette comorienne avait fait sensation en étant éliminé en quart de finale et finissant 5e à deux marches du podium. Pour cette année, l'objectif est bien clair, rééditer les mêmes performances ou au mieux améliorer sa place au classement mondial. « Lors de notre dernière participation à un championnat du monde au Benin, en 2023 notre équipe avait fini à la 5e éliminé en quart de finale », nous fait dire Dr Nizar président de l'Antenne de Ngazidja et membre de la délégation. En effet, à cette époque-là, la triplette comorienne, composée de Djanfar Youssouf (capitaine), Miftahou M'dahoma Djaé, Hazdine Radjabou et Hadji Moustoifa Ahmed avait atteint les quarts de finale, éliminée par l'Espagne (13-7), future finaliste contre la Thaïlande. Cette performance reste aujourd'hui une référence pour la pétanque comorienne sur la scène internationale. Elle témoigne du potentiel de nos joueurs et de leur capacité à rivaliser avec les meilleures nations de la discipline.

Deux ans après cette belle aventure béninoise, les attentes sont donc naturellement élevées. La délégation comorienne entend renouer avec cette dynamique et franchir un nouveau cap. Si une nouvelle qualification en quarts de finale constituerait déjà une confirmation, l'ambition est désormais de faire mieux. Car cette fois, les Cœlacanthes de la pétanque ne veulent pas seulement faire bonne figure : ils veulent se rapprocher du podium mondial. Au cours de son entretien avec la presse, Dr Nizar membre du Comité exécutif de Fédération Comorienne de Pétanque a tenu à saluer les efforts entrepris par les différentes parties prenantes pour boucler ce voyage. « Mais je ne saurais terminer ma présentation sans citer les entités et personnes qui sont impliquées dans l'organisation de ce voyage. Les ministères de la jeunesse et celui des finances, le secrétaire général du gouvernement et une mention spéciale pour le président du COJI-Comores, Mohamed Ismaël qui a pesé tout son poids pour le déboursement des fonds nécessaires pour ce déplacement. »

Un hommage appuyé qui traduit la reconnaissance de la Fédération Comorienne de Pétanque envers toutes les personnes ayant contribué à rendre cette participation possible. Dans un contexte où la mobilisation des ressources financières constitue souvent un véritable parcours d'obstacles pour les fédérations sportives, le déblocage de cette enveloppe représente une étape déterminante. La mention particulière adressée au président du COJI-Comores souligne notamment le rôle joué dans le dénouement de ce dossier. Au-delà de la simple prise en charge d'un déplacement, c'est l'espoir de voir les couleurs nationales défendues sur la scène mondiale qui était en jeu. Un effort collectif que la délégation entend désormais honorer sur le terrain.

Imtiyaz

HABARI ZA UDUNGA :

Les Toilettes... S.V.P ?

C'est un sujet presque tabou dans les îles de la lune Et pourtant il nous touche de près ou de loin dans la mesure où vous pouvez être confronté à ce problème. Il s'agit, vous l'avez sans doute deviné, des toilettes dans les édifices publics et autres lieux où nous sommes amenés à nous retrouver un jour ou l'autre, à un moment ou à un autre dans nos pérégrinations journalières.

Il est difficile de connaître le nombre de fois que la question a été abordée lors des discussions sur les sujets relatifs au bon fonctionnement de nos cités. Que ce soit au grand marché, dans les grandes succursales ou dans les autres lieux les plus fréquentés de la capitale, vous ne verrez aucun signe indiquant un emplacement de ce précieux endroit.

C'est un des problèmes qui pourrait être pris en charge par les services communaux s'ils existaient ou, pourquoi pas, par un privé. C'est un marché qui peut être rentable dans la mesure où comme disent les économistes, les coûts récurrents seront largement couverts. Dans le temps, quand une personne partait chez les Blancs, on lui rappelait que là-bas tout est payant même pour aller où vous savez.

Nous ne savons pas si des études ont été faites pour mesurer les conséquences sanitaires de cette absence de lieux d'aisance dans nos lieux publics. Une rumeur avait couru qui prétendait que cela pouvait avoir des conséquences sur l'état des yeux. Il n'empêche que ce genre de situation peut avoir des impacts sur la santé. Nous avons omis de parler dans ces lignes des aspects les plus criants de ce sujet qui mérite, pourtant, de trouver une solution pour le confort de nos concitoyens.

Mmagaza

Numéros utiles

Police
Moroni: 764 46 64
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Gendarmérie
Moroni: 764 49 92
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Immigration
Ngazidja: 773 42 86
Anjouan: 771 01 73
Moheli: 772 01 37

Aéroport
Hahaya: 773 15 95
Ouani: 771 07 31
Moheli: 772 03 71

HÔTELS & RESTAURANTS :
Le Select 773 00 31

Port maritime
Moroni: 773 00 08
Moheli 772 02 57
Anjouan: 771 01 43

Hopitaux
Moroni:: 773 25 04
Fomboni: 772 03 73
Mutsamudu: 771 00 34

Banques
BIC: 773 02 43
Eximbank: 773 94 01
Banque centrale: 773 10 02
SNPSF: 773 43 43
Meck: 773 36 40

MAMWE
Moroni: 773 48 00
Mutsamudu: 771 02 09
Fomboni: 772 05 18

